

à l'autre. Cette formule ne fait plus rire. Le programme en question a été amplifié plutôt que réduit.

Le comité permanent des affaires indiennes et du Nord canadien a parcouru l'Arctique à l'instar du comité de la Constitution, du Conseil des sciences du Canada et du premier ministre (M. Trudeau). Le discours du trône n'indique pas comment les régions septentrionales ou arctiques de notre pays connaîtront un développement plus grand que celui dont elles ont déjà bénéficié.

Un groupe de membres du cabinet a visité quelques pays d'Amérique latine. A leur retour, ils ont fait un bref rapport. Je me serais attendu de leur part à quelques idées nouvelles quant à la possibilité de développer les échanges commerciaux, mais le discours du trône ne contient aucune proposition concernant les échanges avec ces pays. Il nous faut nous préoccuper sérieusement de la question des échanges commerciaux.

Il n'y a pas si longtemps nous entendions dire: «Si le Royaume-Uni entre dans le Marché commun»; maintenant nous entendons dire: «Lorsque le Royaume-Uni entrera dans le Marché commun». Qu'arrivera-t-il lorsque le Royaume-Uni se joindra au Marché commun? Le discours du trône ne contient aucune perspective ni projet relatifs au commerce. Qu'allons nous faire pour remplacer les marchés que nous allons perdre? Le Royaume-Uni sera obligé d'acheter de nombreux produits des membres du Marché commun lorsqu'il en fera partie.

Je voudrais parler de certaines de nos plus importantes exportations vers le Royaume-Uni. Les données en ma possession datent de 1967. Je regrette qu'elles ne soient pas plus récentes. Elles sont extraites de l'*Annuaire du Canada* de 1969. Lorsque le Royaume-Uni entrera dans le Marché commun que se passera-t-il pour les produits laitiers, les œufs et le miel que nous y exportons? Je vais arrondir les chiffres. Une partie de notre exportation vers le Royaume-Uni en 1967 consiste en produits laitiers, œufs et miel d'une valeur de \$10.5 millions; blé, \$123 millions; farine, \$6.5 millions; légumes et conserves de légumes, \$22 millions; graine de lin, \$10.5 millions; matériel de bureau et équipement, \$7 millions. Tous ces produits sont déjà produits ou manufacturés par les membres du Marché commun. L'Allemagne de l'Ouest sera en mesure de vendre du matériel et de l'équipement de bureau au Royaume-Uni à meilleur prix qu'il n'en coûte au Canada pour expédier cet équipement au Royaume-Uni. La chose est très grave. Il nous faudrait concevoir des moyens de remédier aux malheurs qui vont arriver à notre pays, si nous ne pouvons les prévenir. Le discours du trône ne contient rien à ce sujet.

En discutant de transports, j'ai omis de parler des emplacements proposés pour un aéroport auxiliaire à celui de Malton. Il semblerait qu'on envisage quatre ou cinq emplacements à cette fin, dont le canton de Beverly dans ma circonscription, à proximité des villes de Dundas, Hamilton, Galt et Guelph. On a arpenté et pratiqué des essais. Je signale que les gens de la région ne veulent pas d'aéroport auxiliaire. Il serait insensé d'y construire un aéroport, à cause du surpeuplement et de l'encombrement qui existent déjà dans la région. Il vaudrait mieux le construire quelque part au nord et à l'ouest de Hamilton. D'autres régions ont présenté des instances au ministre, demandant que l'aéroport soit construit dans leur région.

A première vue, il semblerait plus sage de situer l'aéroport dans le canton d'Amaranth, ou dans la région qui se trouve au nord et à l'ouest de Toronto. Bien d'autres questions auraient dû être traitées dans le discours du trône. Je veux maintenant dire quelques mots au sujet de l'agriculture.

Quand on s'arrête à penser au marasme en agriculture aujourd'hui, on devrait rougir de honte. On a dépensé plus de 100 millions de dollars pour empêcher les agriculteurs de l'Ouest du Canada de cultiver le grain. Compte tenu de la rémunération de tous ceux qui appliquent cette mesure, le chiffre définitif sera probablement près de 200 millions. On a dit aux cultivateurs de l'Ouest: «Ne cultivez pas de grain. Ne produisez pas ce que vous savez produire. Nous allons vous payer pour que vous vous en absteniez». Ces choses sont dites à une époque où les gens de nombreuses parties du monde meurent de faim ou souffrent de malnutrition.

• (12.50 p.m.)

Nous aurions fait beaucoup mieux d'utiliser le montant de 200 millions que nous consacrons au programme LIFT pour acheter une quantité équivalente de blé emmagasiné et le distribuer aux habitants des pays qui en ont grand besoin. Au lieu, nous avons versé aux cultivateurs six dollars l'acre pour ne pas en cultiver et s'il mettent leur terre en jachère d'été, nous leur accordons \$10 l'acre. Tandis que nous accumulons tout ce blé au Canada, il y a de petits Canadiens qui manquent d'un régime carné à haute valeur protéique. Pourquoi? Parce que nous n'avons pas le cheptel voulu au Canada pour utiliser ce blé excédentaire. Voici le résultat de l'imprévoyance et d'une planification inefficace. Grâce à une planification appropriée, nous aurions plus de pâturages dans l'Ouest et l'élevage pratiqué sur une grande échelle nous permettrait de produire du bœuf selon nos besoins. Néanmoins, nous avons des départements d'agriculture remarquables dans nos universités, des fermes expérimentales partout au Canada auxquels des millions de dollars ont été affectés. Notre ministère fédéral de l'Agriculture est pourvu de fonctionnaires grassement rémunérés, des gens renseignés payés par notre gouvernement et d'autres pour faire des projections, planifier et établir des programmes.

Quand on y réfléchit, il est vraiment épouvantable d'en être arrivé là. Tout en payant nos agriculteurs pour ne pas cultiver le blé, nous importons environ neuf livres de viande par tête d'autres pays—bœuf, mouton, etc. C'est vraiment de la mauvaise gestion, en réalité; nous avons mis la pagaille dans le domaine de l'agriculture, tout en payant des sommes considérables à des conseillers. Je ne blâme pas le gouvernement. Il paie des gens pour lui donner des conseils et établir des programmes. Bien entendu, les ministres peuvent accepter ou rejeter ces conseils. Mais on n'a pas présenté assez d'idées, et c'est de là que vient le mal.

Depuis des années, je dis qu'il nous faut trouver une autre utilisation du blé que seule l'alimentation des hommes et du bétail. Grâce aux vastes sources de connaissances et de recherche dont on dispose aujourd'hui, je ne suis pas certain que nous ne pourrions pas en faire du papier à tapisser les murs, ou des bas de soie pour les dames. Je pense que de nos jours on peut presque tout réaliser dans ce genre, et pourtant nous nous croisons les bras tandis que le blé s'accumule. Je donnerai un exem-